

Attention aux égoïsmes locaux !

UN entretien avec Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales.
► Les régions ont vingt ans. Est-ce l'âge adulte ?

En tout cas, tout le monde célèbre leur anniversaire, y compris ceux qui s'étaient opposés à la décentralisation. Une question reste à résoudre, à mon avis : celle de la taille des régions. Toutes n'ont pas, comme Rhône-Alpes, la taille européenne. C'est pourquoi nous avons proposé des « ententes interrégionales » pour favoriser les coopérations nécessaires. Il doit en aller de même entre communes. Nous avons 36 700 communes, autant que tous nos partenaires de la CEE réunis. Ces communes, nous y sommes profondément attachés. Mais je suis convaincu que le nouvel âge de la décentralisation passe par une intercommunalité plus forte et plus efficace.

► Vous parlez de la taille des régions. N'est-ce pas d'abord une question de compétences ?

Non, il y a un vrai problème de taille: Les compétences des régions sont déjà importantes. Leur vraie vocation est de devenir des aménageurs du territoire, en jouant un rôle plus important dans la définition des politiques économiques, dans les choix concernant les grandes infrastructures et l'occupation de l'espace.

► Ne faut-il pas aller encore plus loin, par exemple dans le domaine de l'Éducation ?

Je ne suis pas d'accord avec Messieurs Millon et Blanc (président des régions gouvernées par l'opposition, NDLR), qui veulent confier l'université aux régions. Je crains une faire d'empoigne : il fut un temps où les élus se battaient pour des bureaux de tabac, ils pourraient se battre aujourd'hui pour un IUT ou un premier cycle. On mettrait l'université en miettes.

Une politique nationale reste nécessaire, pour veiller à un développement harmonieux entre toutes les régions. D'ailleurs, dans certains domaines de pointe, le niveau national est maintenant trop petit, c'est au niveau de l'Europe qu'il faut décider. Et l'université doit garder son indépendance à l'égard de tous les pouvoirs, locaux ou nationaux. En faire la chose des élus locaux est donc plutôt archaïque.

► Les élus locaux doivent payer et se taire ?

Pas du tout ! D'abord, l'Etat n'a jamais dépensé autant d'argent pour les universités qu'avec le plan « universités 2000 ». Ensuite, je sais, comme maire d'Orléans, que je n'accepterais pas de payer et me taire. Pour préparer ce plan, je me suis retrouvé, dans ma région, autour d'une table avec les représentants de l'Etat, de la région, du département et de l'université, et nous allons conclure ensemble un contrat. C'est ça, la bonne démarche, qui permet de concilier les préoccupations de chacun des partenaires. La mauvaise serait de vouloir exclure un de ces partenaires.

► Donc, on ne va pas plus loin dans la décentralisation ?

Si... Je crois beaucoup à l'efficacité de cette démarche contractuelle. Globalement, les contrats de plan ont fait leurs preuves. Ils ont été plus efficaces que les plans nationaux, à valeur indicative, dont l'effet concret était trop souvent limité. Il faut à mon sens aller plus loin dans cette direction. Et les régions pourraient s'impliquer davantage dans la politique urbaine, la rénovation, si coûteuse, des quartiers défavorisés et de l'habitat dégradé.

► Mais, pour revenir à la taille des régions : la vraie différence entre une région française et un « land » allemand, ce n'est pas leur taille, mais les moyens dont ils disposent...

C'est vrai. Mais les traditions sont différentes, et il n'est pas question de copier le modèle allemand. Dans notre pays, l'Etat a toujours joué un rôle important trop important, d'où la décentralisation. On peut sans doute, à l'avenir, aller plus loin dans les transferts de moyens et de compétences. Le gouvernement poursuit le mouvement, par exemple avec son projet de loi sur les conditions d'exercice des mandats locaux. Mais la décentralisation ne doit pas se traduire par la négation de l'Etat, la juxtaposition d'égoïsmes locaux, et une sorte de balkanisation de la France.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCIS BROCHET